

Maisons et Cités

Maisons & Cités SA d'HLM au capital de 558 228 553,92 €
Siège social : 196, rue Ludwig Van Beethoven - 59500 - Douai
Adresse de correspondance (hors facturation) : Maisons & Cités, TSA 94321, 59359 Douai cedex
RCS DOUAI 334.654.035

Règlement de Consultation version 2

PHASE CANDIDATURE

(Accord-cadre à bons de commande)

Objet :

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF AUX
TRAVAUX DE REHABILITATION GROUPEE DE LOGEMENTS
INDIVIDUELS ET SERVICES DE DEMENAGEMENT DES
LOCATAIRES ASSOCIES DANS LE CADRE DE L'ENGAGEMENT
POUR LE RENOUVEAU DU BASSIN MINIER (ERBM)**

Référence

2	4	3	4	9
---	---	---	---	---

Cette consultation fait partie du dispositif « DUME »

Date Limite de Remise des candidatures le **19 août 2024 à 11h30**

(Heure locale du PA)

Avertissement :

Le présent règlement complète l'avis d'appel public à la concurrence modifié.

Les modifications apportées au règlement de consultation initial apparaissent en vert dans le présent document.

Le Pouvoir Adjudicateur encourage fortement les candidats à répondre directement en ligne, grâce au formulaire « DUME » S(implifié), disponible via le profil acheteur <https://www.marches-securises.fr>

Qu'est-ce que le DUME (S) ?

- Grâce au service **DUME**, les candidats ne sont pas obligés de déposer les documents de la candidature,
- Le formulaire **DUME(S)** est généré automatiquement lors de votre réponse sur le profil acheteur, le **DUME** que vous avez créé ou allez créer est réutilisable pour chaque nouvelle consultation ou autre acheteur. Cependant, Il vous appartient de le mettre à jour suivant l'évolution de vos données financières, techniques, administratives, etc.
- Le **DUME** (S) disponible sur le profil acheteur, pré-rempli par le pouvoir adjudicateur et fusionné avec votre DUME, permet au candidat de bénéficier d'une reprise de ses données d'identité (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, adresse, chiffres d'affaires s'ils sont disponibles...) et permet au système de collecter auprès des administrations de référence les attestations et certificats,
- Lorsqu'il recourt au DUME(S), le candidat dépose par voie dématérialisée dans le dossier candidature du profil acheteur, le DUME fusionné composé de deux fichiers (format .XML et .PDF). Pour le modalités de dépôt des plis, les candidats sont invités à se reporter aux dispositions de l'annexe « Condition d'envoi et de remise des plis » du présent règlement de consultation.
- Le DUME (S) est utilisé par le candidat, afin de prouver de manière simple, et conformément au droit, qu'il n'entre pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner. Si la candidature est faite en groupement ou en cas de sous-traitance, chaque opérateur économique devra produire un DUME(S).

La partie II Information concernant l'opérateur économique, la partie III Motifs d'exclusion et la partie VI Déclaration finale seront complétés obligatoirement. L'opérateur économique s'assure que les documents justificatifs étayant les informations fournies seront accessibles par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Technique d'achat et étendue de la prestation

La consultation engagée vise la conclusion d'un accord-cadre tel que réglementé par les articles L2125-1-1° et les articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande (R2162-13 et R2162-14) qui seront émis pour la réalisation des travaux de réhabilitation groupée de logements individuels vides dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau pour le Bassin Minier (ERBM) ainsi que pour les prestations de déménagement des locataires associés.

Les travaux seront réalisés dans le périmètre des EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) visés à l'article 1.2 du présent document.

L'accord cadre porte sur les natures de travaux suivantes :

- Désamiantage
- Déplombage
- Gros-œuvre
- Démolitions
- Assainissement VRD
- Carrelages
- Faïences
- Plâtrerie
- Voûtains
- Environnement

- Plomberie
- Sanitaire
- Chauffage central
- Electricité
- Ventilation
- Traitement de façades
- Menuiseries extérieures bois, PVC, Aluminium
- Couverture – Zinguerie – Isolation – Souches
- Charpente bois
- Peinture – Revêtement de sol
- Constructions préfabriquées, Panneaux préfabriqués
- Métallerie
- Planchers – Escaliers
- Menuiseries intérieures
- Déménagements

Les travaux objet des bons de commande pourront faire l'objet de subventions de l'Etat, de la Région et des EPCI et/ou des villes ainsi que de subventions FEDER.

Il sera désigné, pour la réalisation de chaque opération de travaux qui fera l'objet d'un bon de commande, un Maître d'œuvre chargé d'une mission selon les articles R2431-19 à R2431-23 du Code de la commande publique.

1.2 Mode de dévolution de l'accord-cadre

L'Accord-Cadre est divisé en trois lots géographiques définis ci-dessous faisant chacun l'objet d'un accord-cadre distinct :

Lot 1 : Réhabilitation de logements sur les secteurs géographiques couverts par les EPCI de la CAHC, DA, CCCO, CAVM **et CAPH** (*)

Lot 2 : Réhabilitation de logements sur les secteurs géographiques couverts par l'EPCI de la CALL hors communes de Bully les Mines et de Mazingarbe (*)

Lot 3 : Réhabilitation de logements sur les secteurs géographiques couverts par l'EPCI de la CABBALR et les communes de Bully les Mines et de Mazingarbe (*)

(*)

CAHC = Communauté d'Agglomération Hénin Carvin

DA = Douaisis Agglo

CCCO = Communauté de Communes Cœur d'Ostrevent

CAVM = Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole

CALL = Communauté d'Agglomération de Lens Liévin

CABBALR = Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane

CAPH = Communauté d'Agglomération Porte du Hainaut

L'accord-cadre est sans montant minimum et avec montant maximum défini comme duit selon le lot :

Lot	Montant maximum en € Hors Taxes pour la durée de l'accord-cadre
1	467 665 000.00 €
2	780 840 000.00 €
3	401 760 000.00 €

A titre indicatif et non contractuel, le nombre de logements à réhabiliter, le nombre de bons de commande et le montant prévisionnel annuel sont estimés comme suit selon le lot :

	2025	2026	2027	2028
LOT 1				
Nb logements	523	745	1099	1097
Nb de bons de BdC prévisionnel	5	3	6	7

Montant estimé en €HT	28.242.000	40.230.000	59.346.000	59.238.000
LOT 2				
Nb logements	462	1704	2100	1518
Nb de bons de BdC prévisionnel	2	8	7	8
Montant estimé en €HT	24.948.000	92.016.000	113.400.000	81.972.000
LOT 3				
Nb logements	196	778	1146	856
Nb de bons de BdC prévisionnel	1	4	5	4
Montant estimé en €HT	10.584.000	42.012.000	61.884.000	46.224.000

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il n'est pas possible de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. Nota : Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas de groupement conjoint, **le mandataire du groupement sera solidaire**, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Maître d'ouvrage.

Les candidats peuvent présenter leur candidature pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Le nombre maximal de lots pouvant être attribué au même soumissionnaire est **de UN (1)**.

La règle suivante sera appliquée afin qu'un même soumissionnaire ne puisse pas se voir attribuer plus de lots que le nombre de lots maximum : Le mieux disant se verra attribuer les lots représentant le plus gros avantage économique pour le pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre est multi-attributaires pour l'ensemble des lots :

- Le nombre d'attributaires pour les lots n°1 et 3 de l'accord-cadre est de **trois (3)**,
- Le nombre d'attributaires pour le lot n°2 de l'accord-cadre est de **quatre (4)**,

Les parts des accords-cadres affectées à chaque titulaire d'un même lot sont fixées à l'article 7 du présent document.

Les bons de commande porteront sur un ensemble de travaux délimités soit par la cité, soit par une tranche de travaux d'une cité.

Chaque bon de commande portera sur un nombre minimum de 70 logements.

1.3 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est décembre 2024.

1.4 Limite à la sous-traitance

Sans objet.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure de passation

Le présent accord-cadre est passé dans le respect des dispositions du Code de la commande publique selon la **procédure avec négociation** (articles L2124-3 et R2161-12 à R2161-22 du Code de la commande publique).

MAISONS ET CITES se réserve le droit d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Les exigences minimales que devront respecter les offres figureront dans les documents de la consultation qui seront communiqués aux candidats admis à présenter une offre.

2.3 Conditions de participation

Les candidats devront justifier des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes pour réaliser les prestations.

Les candidats devront également justifier d'un chiffre d'affaires minimal pour l'exécution de l'accord-cadre comme indiqué ci-dessous :

Pour le lot 1 : Le chiffre d'affaires minimum du dernier exercice connu du candidat unique ou de l'ensemble des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises et des éventuels sous-traitants devra être au minimum de **27 millions d'Euros HT**.

Pour le lot 2 : Le chiffre d'affaires minimum du dernier exercice connu du candidat unique ou de l'ensemble des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises et des éventuels sous-traitants devra être au minimum de **35 millions d'Euros HT**.

Pour le lot 3 : Le chiffre d'affaires minimum du dernier exercice connu du candidat unique ou de l'ensemble des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises et des éventuels sous-traitants devra être au minimum de **23 millions d'Euros HT**.

Seuls les candidats présentant les capacités suffisantes pour réaliser les prestations seront admis à présenter une offre.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Les dispositions de l'article R2142-26 du Code de la commande publique sont applicables.

2.4 Variantes libres – variantes imposées

2.4.1 Variantes libres

Les variantes libres portant sur une alternative technique au dossier de consultation ne sont pas autorisées.

2.4.2 Variantes imposées

L'accord-cadre ne comporte pas de variantes imposées.

2.5 Visite des lieux d'exécution des prestations

Sans objet.

2.6 Démarche d'insertion sociale par l'activité économique

L'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, sera tenue lors de la remise de l'offre et pour l'exécution de chacun des lots, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (bénéficiaires des minima sociaux, jeunes en difficulté d'insertion,

chômeurs de longue durée). L'acheteur souhaite mettre en œuvre dans cet accord cadre une politique d'insertion au travers de parcours long et qualifiant au sein des entreprises titulaires des lots.

Le taux d'insertion appliqué au montant total Hors Taxe du bon de commande sera de **10% minimum**.

Un opérateur économique qui refuserait cette condition d'exécution verrait son offre déclarer irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

2.7 Information relative à la formation portant sur la mise en œuvre du béton de chanvre

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils devront justifier d'une formation à la mise en œuvre du béton de chanvre dans le cadre du présent accord-cadre qui sera exigible au plus tard à la fin de la période de préparation de chaque opération ayant fait l'objet d'un bon de commande.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

Le pouvoir adjudicateur informe les soumissionnaires que les documents de la consultation sont **librement et uniquement accessibles par voie dématérialisée** sur la plateforme <https://marches-securises.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- *Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip ou winrar par exemple)*
- *Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)*
- *.doc, docx ou .xls, xlsx ou .ppt, .pptx (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)*

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le soumissionnaire est invité à renseigner le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le soumissionnaire ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout soumissionnaire de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le soumissionnaire est invité à se rapprocher de la hotline technique au 04 92 90 93 27.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces énumérées ci-après.

L'ensemble des documents fournis par les candidats devront être rédigés en langue française. A défaut, ces documents devront être accompagnés d'une traduction en français.

La signature des documents n'est pas requise pour le dépôt de la candidature.

Les candidats sont informés dès à présent que les candidats retenus seront invités, après attribution de l'accord-cadre, à signer leur offre à l'aide d'un certificat de signature électronique au format PADES exclusivement.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats d'expliquer et/ou de compléter leur dossier de candidature pour toutes pièces ou informations dont la présentation était réclamée. À défaut de produire ces documents dans le délai imparti, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat éliminé.

Les candidats devront produire pour chacun des lots, à l'appui de leur candidature, les justifications ci-dessous :

- a) La lettre de candidature sur la base du formulaire DC1 disponible à l'adresse :
https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC1-2019.doc

En cas de candidature groupée, il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1. Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 : le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G).

- b) La déclaration du candidat sur la base du formulaire DC2 disponible à l'adresse suivante :
https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC2-2019.doc

Le candidat veillera à compléter son chiffre d'affaires global hors taxes portant sur les trois derniers exercices disponibles dans la rubrique appropriée.

Pour rappel, un chiffre d'affaires minimum est exigé dans le cadre de la présente consultation.

- Pour le lot 1 : Le chiffre d'affaires minimum du dernier exercice connu du candidat unique ou de l'ensemble des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises et des éventuels sous-traitants devra être au minimum de **27 millions d'Euros HT**.

- Pour le lot 2 : Le chiffre d'affaires minimum du dernier exercice connu du candidat unique ou de l'ensemble des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises et des éventuels sous-traitants devra être au minimum de **35 millions d'Euros HT**.

- Pour le lot 3 : Le chiffre d'affaires minimum du dernier exercice connu du candidat unique ou de l'ensemble des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises et des éventuels sous-traitants devra être au minimum de **23 millions d'Euros HT**.

Les entreprises nouvellement créées qui ne peuvent justifier du chiffre d'affaires des trois dernières années pourront apporter la preuve de leurs capacités financières par tout autre document équivalent laissé à la seule appréciation du pouvoir adjudicateur.

- c) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- d) Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- e) L'attestation d'assurance de Responsabilité Civile Professionnelle en cours de validité.
- f) Le (les) certificat(s) de qualification professionnelle (QUALIBAT, QUALIFELEC ou autres) énumérées ci-dessous. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent (attestations de bonne exécution indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisant s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin) ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres :
- **DEMOLITION-DECONSTRUCTION**
Qualibat 1112 Démolition-Déconstruction (Technicité confirmée)
 - **AMENAGEMENT DU SITE**
Qualibat 1311 Terrassements - Fouilles (Technicité courante)
Qualibat 1321 Canalisations d'assainissement (Technicité courante)
 - **DÉCONTAMINATION ET TRAITEMENT CURATIF ET PRÉVENTIF**
Qualibat 1552 Traitement de l'amiante ou COFRAC
 - **MAÇONNERIE ET BÉTON ARMÉ**
Qualibat 2111 Maçonnerie et ouvrages en béton armé (technicité courante) Mention RGE possible
Qualibat 2141 Transformation en maçonnerie (Technicité courante) Mention RGE possible

- **MENUISERIES EXTÉRIEURES**
Qualibat 3511 Fourniture et pose de menuiseries extérieures en maison individuelle Mention RGE possible
- **PLÂTRERIE**
Qualibat 4131 Plaques de plâtre (Technicité courante) Mention RGE possible
- **MENUISERIE INTERIEURE EN BOIS**
Qualibat 4312 Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois Mention RGE possible
Qualification 4332 Fabrication et pose d'escalier intérieur en bois
- **PLOMBERIE – EAU CHAUDE SANITAIRE**
Qualibat 5111 Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel Mention RGE possible
Qualibat 5211 Remplacement de chaudière gaz en logement individuel Mention RGE possible
Qualibat 5231 Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel Mention RGE possible
- **VENTILATION**
Qualibat 5311 Installation de VMC en habitat individuel Mention RGE possible
- **REVÊTEMENTS DE SOLS**
Qualibat 6222 Revêtements résilients PVC (technicité confirmée)
- **CARRELAGES**
Qualibat 6311 Carrelages - revêtements (technicité courante) Mention RGE possible
- **ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR**
Qualibat 7131 Isolation thermique par l'extérieur (technicité courante) Mention RGE possible

Toutefois, il est précisé que les entreprises qui réaliseront les travaux listés ci-dessous (titulaire, cotraitants et/ou sous-traitants) devront obligatoirement être titulaires d'une qualification RGE valide, au plus tard avant la réception du premier bon de commande de travaux afin de permettre à Maisons et Cités d'obtenir les CEE. Les travaux concernés portent sur :

- Comble
- Plancher
- Réno Global Maison et Collectif
- VMC double flux/hygro ou VMBP
- Ventilation hybride hygro
- PAC coll et individuelle A/E OU E/E
- Chauffe-eau
- PAC Hybride individuel
- Mur
- Menuiserie (fenêtre, porte-fenêtre et fenêtre de toit)

Cette liste est susceptible d'évoluer durant l'exécution de l'accord-cadre selon la réglementation.

Par ailleurs, le mandataire ou l'un des membres du groupement devra obligatoirement justifier avant la réception du premier bon de commande de travaux d'une qualification **RGE rénovation globale** valide.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les pièces mentionnées ci-dessus seront fournies pour chaque entreprise.

En application de l'article R2143-12 du Code de la commande publique, pour justifier de leurs capacités techniques, professionnelles et financières, les candidats peuvent demander que soient également prises en compte les capacités d'un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, ils devront justifier des capacités de ce(s) sous-traitant(s), en fournissant, pour chacun d'entre eux :

- Les renseignements prévus ci-dessus sauf les DC1 et DC2 ;
- Le chiffre d'affaires global hors taxes des trois derniers exercices disponibles ;
- La preuve que le candidat disposera effectivement de ses capacités pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

CAS PARTICULIER DU DUME : Les preuves de capacité techniques et professionnelles visées aux points c) à f) ci-dessus seront obligatoirement à produire en accompagnement du DUME.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES

Le nombre minimum de candidats envisagé à présenter une offre est de **trois (3)**.

Il n'est pas fixé de nombre maximum de candidats admis à présenter une offre.

Pour être admis à présenter une offre, les candidats devront justifier des capacités techniques, financières et professionnelle suffisantes pour réaliser les prestations.

Il est exigé des candidats un chiffre d'affaires minimal. Celui-ci est fixé à l'article 2.3 du présent document.

ARTICLE 6 – DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

L'invitation à soumissionner accompagnée du dossier de consultation des entreprises sera adressé aux candidats retenus à l'issue de la phase d'appel à candidature.

Le délai de remise des offres initiales sera de 30 jours calendaires à compter de la date d'envoi des invitations à participer aux candidats retenus.

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (cent quatre vingt jours) à compter de la date limite de remise des offres initiales ou finales en cas de négociation.

ARTICLE 7 – METHODE DE REPARTITION DES PARTS DE MARCHE ENTRE LES TITULAIRES

L'accord-cadre est multi-attributaires pour l'ensemble des lots. Le nombre d'attributaires de chaque lot de l'accord-cadre est défini à l'article 1.2 du présent document.

La part de l'accord cadre attribué à chaque titulaire, sur la base du nombre de logements à réhabiliter, s'établit à 3 attributaires pour les lots 1 et 3 et à 4 pour le lot 2.

Selon le cas de figure, la dévolution des parts par lots se déclinera comme suit :

Lots n°1 et n°3 :

- 50% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 1^{er} du classement des offres par application des critères de jugement des offres
 - 30% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 2^{ème} du classement des offres par application des critères de jugement des offres
 - 20% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 3^{ème} du classement des offres par application des critères de jugement des offres
- (1) Les parts de logements confiées aux différents attributaires seront calculées à plus ou moins 2 points près sur la durée globale de l'accord cadre. A titre d'exemple, si la part du marché d'un titulaire est de 50%, à l'issue de la durée globale de l'accord cadre, la part effectivement commandée sera comprise entre 48% et 52% du nombre total de logements du lot considéré.

Lot n°2 :

- 40% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 1^{er} du classement des offres par application des critères de jugement des offres
- 30% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 2^{ème} du classement des offres par application des critères de jugement des offres
- 20% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 3^{ème} du classement des offres par application des

- critères de jugement des offres
- 10% (1) du nombre de logements à réhabiliter : 4^{ème} du classement des offres par application des critères de jugement des offres
- (1) Les parts de logements confiées aux différents attributaires seront calculées à plus ou moins 2 points près sur la durée globale de l'accord cadre. A titre d'exemple, si la part du marché d'un titulaire est de 50%, à l'issue de la durée globale de l'accord cadre, la part effectivement commandée sera comprise entre 48% et 52% du nombre total de logements du lot considéré.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

La transmission des candidatures fait obligatoirement l'objet d'une procédure dématérialisée.

La remise des candidatures électroniques sera effectuée selon les conditions de l'annexe « Conditions d'envoi et de remise des plis » joint en annexe au présent règlement de la consultation.

Le candidat pourra, s'il le souhaite, compléter sa transmission par une copie de sauvegarde.

Leur transmission sera effectuée dans les conditions fixées dans l'annexe « Conditions d'envoi et de remise des plis » joint en annexe au présent règlement de la consultation.

Horaires d'ouverture des bureaux pour la remise des plis de sauvegarde et d'éventuels échantillons : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 16h30 hors jours fériés **et 16 août 2024 dont les bureaux seront fermés.**

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (renseignements administratifs et/ou techniques) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures** une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <https://marches-securises.fr>

Une réponse sera alors adressée, sur cette même plateforme, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures à l'ensemble des entreprises ayant retiré le dossier en s'étant identifié.

ANNEXE 1 – CONDITIONS d'ENVOI et de REMISE des PLIS

Le Pouvoir adjudicateur exige des soumissionnaires d'adresser leur offre sous la forme dématérialisée :

Remise des candidatures

1. Conditions de la dématérialisation

Les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation (DLRO). L'heure limite retenue pour la réception de la candidature correspondra au dernier octet reçu.

▪ Formats :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les **formats** suivants :

- .ZIP (compression et regroupement de fichiers)
- .PDF (Adobe®, Acrobat®, PDFCreator)
- .DOC ou .DOCX, .XLS ou .XLSX, .PPT ou .PPTX de Microsoft Office,
- .DWF (Autodesk - pour plans),
- .XML pour le DUME uniquement,
- ou encore pour les images .BMP (Bitmap), .JPG, .GIF.

Toutefois pour des raisons de compatibilité avec certaines polices d'écritures et éviter les modifications de mise en page lors d'ouverture des documents .DOC ou .DOCX par le Service Commande Publique, il est souhaitable de les convertir en fichier PDF.

Pour réduire le temps de transmission des fichiers, il est souhaitable également de convertir les documents avec un logiciel plutôt qu'un scanner ou une photocopieuse.

Les documents sous format excel, mis à disposition par le pouvoir adjudicateur **BPU, DQE et DPGF** doivent être retournés en formats .XLSX ou .XLS.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature préalablement par un anti-virus.
- **Ne pas utiliser les formats de compression de fichiers .7z de WinZip et .RAR de WinRAR non pris en charge par le profil acheteur.**

▪ Virus :

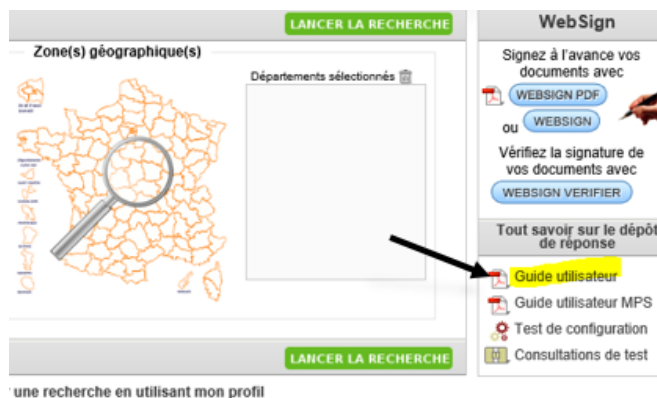
Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Tout document électronique envoyé par un soumissionnaire dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le Pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le soumissionnaire en est informé.

Le Pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

2 Modalités d'envoi des propositions

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web <https://www.marches-securises.fr> accessible après saisie de l'identifiant et mot de passe.



Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il est donc conseillé de prévoir un délai raisonnable pour les différentes étapes liées à la transmission d'une candidature électronique, afin de respecter la date et l'heure limites de réception des candidatures.

A titre indicatif : le débit ascendant (utilisateur vers internet) est en général 5 à 10 fois inférieur au débit descendant (internet vers utilisateur).

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Toute opération effectuée sur le site <https://www.marches-securises.fr> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

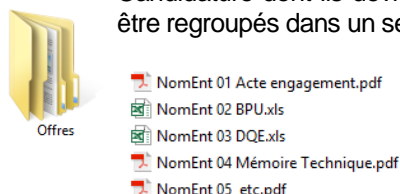
Signature :

La signature électronique n'est pas exigée. Une fois le marché attribué, l'offre sera adressée pour signature manuscrite et retournée accompagnée, le cas échéant, des autres pièces nécessaires à la notification.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par le Pouvoir Adjudicateur.

Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un répertoire intitulé **Candidature** dont ils devront être identifiables individuellement, numérotés et ne devront pas être regroupés dans un seul pdf.



Dans le cas de lots, le répertoire contenant tous les documents relatifs à la candidature sera intitulé **Candidature** et pour chaque lot un sous-dossier intitulé n° lot et libellé contenant les documents de la candidature identifiables individuellement, numérotés et ne devront pas être regroupés dans un seul pdf.





La plate-forme <https://www.marches-securises.fr> se charge de zipper (compresser – regrouper) les répertoires ci-dessus pour obtenir un seul fichier ZIP à destination du pouvoir adjudicateur.

Copie de sauvegarde :

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sur support électronique (USB, DVD, CD) ou papier dans les conditions ci-dessous avant les jours et heures inscrits sur la première page du présent règlement de consultation.

⚠ Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

⚠ L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Lorsque le soumissionnaire aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si ([l'arrêté du 22 mars 2019](#)) :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique,
- si l'offre informatique est reçue incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature électronique ait commencé avant la clôture de remise des candidatures.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera écarté et détruit par l'acheteur, si un programme informatique malveillant y est détecté.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le Pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Adresse :

Maisons & Cités SA d'HLM
SCP - Service Commande Publique
196, rue Ludwig Van Beethoven - 59500 - Douai

Candidature pour l'affaire n° 24349

Objet : Accord cadre relatif aux travaux de réhabilitation groupée de logements individuels dans le cadre de l'ERBM.

Lot n° :

Nom du Soumissionnaire :

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Assistance :

Pour toute question ou difficulté relative au dépôt de réponses électroniques, le soumissionnaire est invité à se rapprocher de la hotline technique au : **04 92 90 93 27**.

Référence de la CONSULTATION N°24349

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE EN VUE DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LOGEMENTS
DANS LE CADRE DE L'ERBM

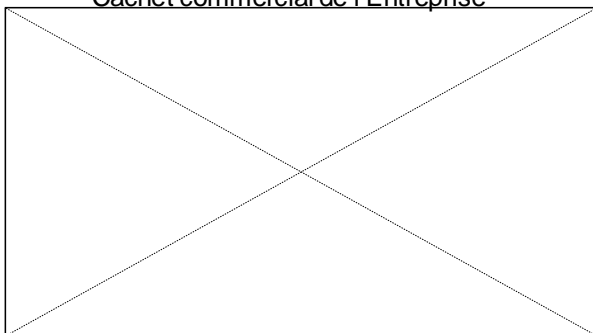
Lot(s) n°..... (à renseigner par le soumissionnaire)

Désignation du lot..... (à renseigner par le soumissionnaire)

ADRESSE DU DESTINATAIRE :

Maisons & Cités SA d'HLM
SCP – Service Commande Publique
196, rue Ludwig Van Beethoven
59500 - Douai

Cachet commercial de l'Entreprise*



[A COLLER SUR L'ENVELOPPE
CONTENANT L'OFFRE]